

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers élus : 10
Nombre de Conseillers en fonction : 10
Conseillers présents : 9
Date de convocation : 11/12/2025

Séance du 18 décembre 2025
Sous la présidence de Monsieur Didier CABAILLOT – Maire

Membres présents : Denis BOUR - Muriel GIES – Stéphane GIO – Didier GIRARD - Patricia MARCHAL - David HACKEL – Mélissa STROHM – Aurore RUFFENACH

Membre absent excusé : Marie-Jeanne BECKER qui donne procuration à Stéphane GIO

Secrétaire de séance : Muriel GIES

N° 2025D1812-01

Objet : Révision du règlement du cimetière : tombe cinéraire et révision des tarifs columbarium en cas de renouvellement

Monsieur le Maire souhaite apporter une précision dans le règlement du cimetière concernant les concessions du columbarium qui arriveront à échéance au bout de 30 ans ainsi que revoir leur tarification. Le tarif pour une concession au columbarium est de 1 000 € pour 30 ans, lors du renouvellement à la date d'échéance, le tarif de renouvellement sera de 150 €.

Monsieur le Maire souhaite également proposer la possibilité aux usagers du cimetière des concessions de tombe cinéraire pour permettre l'inhumation d'urnes funéraires. Leur dimension sera de 0,80 m x 0,80 m, la concession sera de 150 € pour 30 ans.

En outre, à partir du 1^{er} janvier 2026, les nouvelles concessions seront établies pour un maximum de 30 ans uniquement.

Emplacements				
Jardin du souvenir ^{(1) (2)}	Tombe simple	Tombe double	Tombe cinéraire	Columbarium ⁽³⁾
0,00 €	100,00 €	200,00 €	150,00 €	1000,00 €

(1) De manière facultative possibilité d'acheter une plaque en mairie au prix de 50,00 €

(2) Les cendres seront conservées jusqu'au jour où il sera nécessaire de remplacer le réceptacle

(3) La prolongation de la concession est fixée à 150,00 €

À noter que les premières concessions arriveront à échéance en 2028.

Le Conseil Municipal, décide :

- D'approuver la révision du règlement du cimetière tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Vote	Pour : 10 dont 1 procuration	Contre : 0	Abstention : 0
-------------	---------------------------------	------------	----------------

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Tous les membres présents ont signé au registre.

Fait et délibéré à Haselbourg, les jour, mois et an susdits.

Monsieur le Maire certifie que le compte-rendu de la séance a été affiché à la porte de la Mairie.

POUR EXTRAIT CONFORME
ÉMIS ET RENDU EXÉCUTOIRE, PAR TRANSMISSION À LA SOUS-
PRÉFECTURE, le 06 janvier 2026

À Haselbourg, le 18 décembre 2025
Le Maire, Didier CABAILLOT



Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2213-7 et suivants et les articles R 2213-2 et suivants ;

Vu le code civil, notamment les articles 78 et suivants ;

Vu la délibération du conseil municipal du ...

Arrêtons :

Dispositions générales

Article 1

Le maire ou son représentant est la seule personne compétente pour désigner les emplacements destinés à l'inhumation des défunts.

Lors de l'attribution d'un nouvel emplacement, le maire ou son représentant délimitera clairement l'espace au sol afin d'éviter tout empiètement d'un espace voisin. L'espace attribué aura une dimension minimale de 1 mètre sur 2 mètres, soit 2 mètres carrés.

Article 2

Le droit à inhumation en terrain commun est garanti:

- aux personnes décédées sur le territoire de la commune de Haselbourg;
- aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune de Haselbourg;
- aux personnes non domiciliées dans la commune de Haselbourg; mais qui y ont droit à une sépulture de famille ;
- aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune de Haselbourg; et qui sont inscrits ou remplissent les conditions pour être inscrits sur sa liste électorale en application du code électoral.
- aux personnes non résidente de la commune selon avis du maire

Article 3

Les tombes seront espacées de 40 cm sur les côtés et de 50 cm des pieds à la tête. Ces espaces appartiennent au domaine public de la commune. Aucune appropriation ou encombrement n'y est accepté et leur entretien relève de la commune.

Article 4

La tombe simple aura une largeur maximum de 1 mètre et une longueur maximum de 2 mètres.

La tombe double aura une largeur maximum de 1,60 mètres et une longueur maximum de 2 mètres.

La tombe cinéraire aura comme dimensions maximum 0,8 mètres x 0,8 mètres.

La profondeur sera déterminée par le nombre de corps ou d'urnes à y entreposer, avec cependant, un maximum de 2 niveaux.

Concessions

Définition : la commune de Haselbourg a créé des concessions par délibération en date du 10/03/1998.

Les concessions permettent aux familles de disposer d'un espace pour inhumer les personnes déterminées par le concessionnaire, que ce soit dans un cercueil ou dans une urne après crémation. Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative temporaire d'utilisation.



Article 5

Les durées des concessions sont de 30 ans (délibération n° 2025D1812-01 du 18 décembre 2025)

Article 6

Les concessions sont convertibles en concessions de plus longue durée si la commune propose la durée souhaitée. Le concessionnaire devra payer la différence de tarif entre les deux durées de concessions.

Article 7

Les tarifs des concessions ont été fixés par délibération du conseil municipal n°2025D1812-01 du 18 décembre 2025)

Article 8

Il existe 3 types de concession que seul le concessionnaire originel peut déterminer.

- Une concession **individuelle** a pour objet d'ouvrir un droit à inhumation pour un seul défunt clairement identifié par le concessionnaire.
- Une concession **collective** a pour objet d'ouvrir un droit à inhumation pour plusieurs défunts clairement identifiés par le concessionnaire.
- Une concession **familiale** a pour objet d'ouvrir un droit à inhumation pour plusieurs défunts ayant un lien familial avec le concessionnaire. Il est précisé que pourront dès lors être inhumés de plein droit dans cette concession : le concessionnaire et son conjoint, les ascendants du concessionnaire et leurs conjoints, les descendants du concessionnaire et leurs conjoints, les alliés du concessionnaire et les personnes ayant un lien d'affection particulier avec le concessionnaire. Le concessionnaire étant le seul gestionnaire de ces droits à inhumation, il peut exclure expressément une personne de cette liste.

Article 9

Le concessionnaire peut délivrer des concessions de terrains à l'avance pour les personnes qui en font la demande et qui y ont droit d'après l'article 2.

Les particuliers qui ne désirent pas faire poser de pierre tombale immédiatement après l'acquisition de la concession ou après une inhumation [malgré que cela soit fortement souhaité] sont néanmoins tenus d'en assurer l'entretien. Et en cas d'absence de pierre tombale, le concessionnaire est tenu de délimiter l'emplacement à l'aide de quatre pavés de béton de 10x10 cm et de 6cm de hauteur.

Article 10

Lors de l'attribution d'une nouvelle concession, le maire (*ou ses services*) délimitera clairement l'espace au sol afin d'éviter tout empiètement d'un espace voisin. L'espace attribué aura une dimension minimale de 1 mètre sur 1 mètre soit 1 mètre carré pour les tombes cinéraires et 1 mètre sur 2 mètres, soit 2 mètres carrés, pour les autres.



Article 11

Les bénéficiaires de la concession peuvent construire sur ces terrains des caveaux, monuments et tombeaux. Il conviendra toutefois de respecter les conditions particulières fixées dans la partie du présent règlement consacrée aux travaux et particulièrement l'article 21 concernant l'information préalable des travaux réalisés.

En tout état de cause, les monuments érigés sur les fosses auront une dimension conforme à l'espace délimité selon les modalités prévues à l'article 4 et ne pourront dépasser une hauteur de 2 mètres.

Article 12

Les concessions sont renouvelables au tarif en vigueur au moment du renouvellement, c'est-à-dire à la date d'échéance de la concession. Le concessionnaire, ou ses ayants droit en cas de décès, peut solliciter ce renouvellement dans un délai de 18 mois après l'expiration du contrat de concession. Passé ce délai et à défaut de paiement de cette nouvelle redevance, le terrain concédé fait retour à la commune.

Article 13

Le concessionnaire d'un emplacement ne peut pas céder sa concession à un tiers en dehors des héritiers de la ligne de sang. S'il veut renoncer à une concession, il ne peut le faire qu'au bénéfice de la Commune, moyennant remboursement du prix payé proportionnellement au temps restant à courir et uniquement sur la base des deux tiers perçus par la commune.

Article 14

En acquérant une concession, le concessionnaire s'engage à en garantir son bon état d'entretien.

En cas de défaut d'entretien, il est rappelé que si après une période de trente ans, une concession a cessé d'être entretenue, le maire peut constater cet état d'abandon par procès-verbal porté à la connaissance du public et des familles. Si, trois ans après cette publicité régulièrement effectuée, la concession est toujours en état d'abandon, le maire a la faculté de saisir le conseil municipal, qui est appelé à décider si la reprise de la concession est prononcée ou non. Dans l'affirmative, le maire peut prendre un arrêté prononçant la reprise par la commune des terrains affectés à cette concession.

Article 15

Si le défaut d'entretien d'un monument placé sur une concession ou de tout équipement installé est susceptible de causer un risque pour la sécurité des visiteurs ou pour l'intégrité des défunts, le maire engagera une procédure de mise en sécurité conformément au code de la construction et de l'habitation.

Site cinéraire

La commune a créé un site cinéraire. Ce site est réservé aux défunts ayant fait le choix de la crémation. Il est composé :

- d'un columbarium, c'est-à-dire d'un équipement installé par la commune dont les cases sont concédées suivant le régime des concessions ;
- d'une zone réservée aux tombes cinéraires,
- d'un espace de dispersion des cendres type jardin du souvenir (à partir de 2024)



Article 16

A la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, l'urne peut être :

- déposée dans une case de columbarium,
- scellée sur un monument funéraire
- mise en terre sous une tombe cinéraire

Toutes ces opérations constituent des inhumations et sont donc soumises à une autorisation expresse du maire de la commune et sont réalisées par les services de pompes funèbres.

Article 17

A la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, les cendres peuvent être dispersées dans l'équipement communal prévu à cet effet à savoir le jardin du souvenir.

Cette opération est considérée comme une inhumation et est donc soumise à une autorisation expresse du maire de la commune. Elle est réalisée par les services de pompes funèbres.

De manière facultative, les familles qui le souhaitent, peuvent se procurer une plaque à graver standardisée auprès de la mairie au prix fixé selon la délibération N° 2023D2808-04 du 28/08/2023. **Seules les plaques fournies par la mairie sont autorisées. Les plaques non conformes qui seraient tout de même apposées seront démontées par les services de la mairie.** La gravure, qui devra rester sobre, reste à la charge de la famille. La plaque devra être apposée par les services de pompes funèbres.

La commune identifie les défunts dont les cendres sont dispersées à l'aide d'un registre disponible en mairie

Article 18

L'espace de dispersion des cendres est entretenu par la commune. Il s'agit d'un espace collectif et partagé. Par conséquent, aucune appropriation de l'équipement n'est envisageable et les cendres n'y sont aucunement enterrées.

Seul le dépôt de fleurs naturelles y est autorisé et le passage doit toujours y être possible. Les fleurs fanées seront enlevées par les services de la commune.

La pose d'objets de toute nature sur la pelouse (fleurs artificielles, vases, plaques, etc.) est interdite. En cas de dépôt, ces objets seront enlevés sans préavis par la commune.

Aucune inscription ne peut être placée sur les pierres tumulaires ou monuments funéraires sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du maire.

Inhumations et exhumations

Article 19

Toute exhumation est autorisée expressément par le maire de la commune.

Le maire vérifiera que le demandeur de l'exhumation a bien la qualité de plus proche parent du défunt et que la destination du corps du défunt est connue. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux. Lorsque l'exhumation s'accompagne de la renonciation par la famille au renouvellement des droits de la concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au



préalable déposé.

L'exhumation doit être faite en présence du demandeur.

Elle aura lieu en dehors des heures d'ouverture du cimetière au public ou dans une partie du cimetière fermée au public durant les heures d'ouverture.

Une exhumation réalisée sans autorisation ou non conformément au présent article fera l'objet de poursuites pénales.

Article 20

Lors de la reprise des emplacements, les restes des défunts sont traités avec respect. Ils sont placés dans un reliquaire puis déposés à l'ossuaire communal.

Les familles devront faire enlever, dans un délai de trois mois à compter de la date de publication de la décision de reprise, les signes funéraires et monuments qu'elles auraient placés sur les sépultures. A l'expiration de ce délai, l'administration municipale procédera d'office au démontage et au déplacement des signes funéraires et monuments qui n'auraient pas été enlevés par les familles.

Les monuments seront transférés dans un dépôt et l'administration municipale prendra immédiatement possession du terrain. Les signes funéraires, monuments et plus généralement tous les objets et matériaux non réclamés un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise deviendront irrévocablement propriété de la ville qui décidera de leur utilisation.

Lors de la reprise des cases de columbarium, les cendres sont dispersées au jardin du souvenir. En cas de dispersion, l'urne sera détruite.

Les personnes qui reposent à l'ossuaire sont identifiées dans un registre tenu en mairie.

Concernant les travaux

Article 21

Les travaux dans le cimetière sont soumis à déclaration déposée auprès des services de la commune. La demande identifiera clairement le demandeur, le lieu des travaux, l'objet des travaux et leur date de réalisation.

Article 22

À l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 23

Les autorisations de travaux délivrées pour la pose de monuments (pierres tombales et autres signes funéraires) sont données à titre purement administratif et sous réserve du droit des tiers. L'administration n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution des travaux, même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers, et les dommages causés aux tiers qui pourront en poursuivre la réparation conformément aux règles du droit commun.



Article 24

Aucun dépôt momentané de terres, matériaux, revêtements et autres objets ne pourra être effectué dans les allées, entre les tombes et sur les sépultures voisines et les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux.

Article 25

Il est interdit, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées et sans l'agrément de l'administration.

Article 26

A l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre bien foulée et damée. En aucun cas, les matériaux tels que pierres, débris de maçonnerie, bois, etc. trouvés lors du creusement des fosses ne pourront servir au comblement des fouilles. Ils devront être évacués sans délais par les soins des entrepreneurs. Il en sera de même pour les surplus de terre qui ne devront contenir aucun ossement.

Article 27

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des ouvrages et caveaux sont interdits à l'intérieur des cimetières.

Article 28

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tombales ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres. Les engins et outils de levage (leviers, crics, palans, etc.) ne devront jamais prendre leurs points d'appui sur le revêtement des allées ou les bordures en ciment.

Article 29

À dater du jour du début des travaux, les entrepreneurs disposent d'un délai de dix jours pour achever la pose des monuments funéraires.

Article 30

Après l'achèvement des travaux, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises par eux. En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués par l'administration municipale aux frais des entrepreneurs sommés.



Mesures d'ordre intérieur et de surveillance

Article 31

L'entrée du cimetière est interdite aux personnes en état d'ébriété, aux marchands ambulants, aux enfants non accompagnés, aux visiteurs accompagnés ou suivis par un chien ou un autre animal domestique même tenu en laisse, enfin à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les pères, mères, tuteurs, maîtres et instituteurs encourront à l'égard de leurs enfants, pupilles, élèves et ouvriers la responsabilité prévue à l'article 1242 du code civil.

Les cris, les chants, les conversations bruyantes, les disputes sont interdits à l'intérieur du cimetière.

Les personnes admises dans les cimetières ainsi que le personnel y travaillant qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ou qui enfreindraient quelqu'une des dispositions du règlement seront expulsés sans préjudice des poursuites de droit.

Il est expressément interdit :

- d'apposer des affiches, panneaux ou autres signes d'annonces sur les murs et portes des cimetières ;
- d'escalader les murs de clôture, les grilles et les haies vives, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou d'arracher fleurs et plantes sur les tombes d'autrui, d'endommager d'une manière quelconque des sépultures, d'écrire sur les monuments et les pierres ;
- de déposer des ordures dans quelques parties du cimetière autres que celles réservées à cet usage ;
- d'y jouer, boire et manger ;
- de photographier ou filmer les monuments sans autorisation de l'administration.
- d'introduire des animaux dans le cimetière ;
- de procéder à toute activité portant atteinte à la décence et à la tranquillité.
- de tenir dans le cimetière des réunions autres que celles consacrées au culte et à la mémoire des morts.

Article 32

Nul ne pourra faire à l'intérieur des cimetières une offre de service ou remise de cartes ou adresses aux visiteurs et aux personnes suivant les convois, ni stationner soit aux portes d'entrées des cimetières, soit aux abords des sépultures ou dans les allées.

Article 33

L'administration municipale ne pourra jamais être rendue responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles. Cela concerne également les véhicules stationnés aux abords du cimetière.



Article 34

La circulation de tous véhicules (automobiles, remorques, motocyclettes, bicyclettes) est interdite dans les cimetières à l'exception :

- des fourgons funéraires ;
- des voitures de service et des véhicules employés par les entrepreneurs de monuments funéraires pour le transport des matériaux ;
- des véhicules municipaux ou privés travaillant pour la ville ;

Article 35

Les plantations d'arbustes y sont seulement autorisées. Celles d'arbres à haute futaie sont interdites. Les arbustes et les plantes seront tenus taillés et alignés dans les limites du terrain concédé. En cas d'empiétement par suite de leur extension, les arbustes devront être élagués ou abattus à la première mise en demeure.

Dispositions générales applicables aux inhumations

Article 36

Aucune inhumation, sauf cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès.

L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par le médecin, la mention "inhumation d'urgence" sera portée sur le permis d'inhumer par l'officier de l'État civil.

Article 37

Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des noms et prénoms du défunt, ses titres, qualités, années de naissance et de décès. Toute autre inscription devra être préalablement soumise à l'administration. Une gravure en langue étrangère sera soumise traduite à autorisation du maire.

Le présent règlement entre en vigueur le 01/01/2023

Le maire et ses représentants,

le service technique municipal,

seront chargés de l'exécution du présent règlement qui est tenu à la disposition des administrés à la mairie.

Établi à Haselbourg, le 07 novembre 2022

Révisé le 18/12/2025

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers élus : 10
Nombre de Conseillers en fonction : 10
Conseillers présents : 9
Date de convocation : 11/12/2025

Séance du 18 décembre 2025
Sous la présidence de Monsieur Didier CABAILLOT – Maire

Membres présents : Denis BOUR - Muriel GIES – Stéphane GIO – Didier GIRARD - Patricia MARCHAL - David HACKEL – Mélissa STROHM - Aurore RUFFENACH

Membre absent excusé : Marie-Jeanne BECKER qui donne procuration à Stéphane GIO

Secrétaire de séance : Muriel GIES

N° 2025D1812-02

Objet : Remboursement élu

Monsieur le Maire explique au conseil municipal, que pour confirmer une commande auprès d'un prestataire, il a fallu utiliser les moyens personnels de l'élu parce que la commune n'avait pas de compte client dans le magasin.

Afin de rembourser l'élu, il est donc nécessaire de délibérer au conseil.

Le Conseil Municipal, décide :

- D'approuver le remboursement de l'élu concerné.
- dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2025 compte 623,
- autorise le Maire à signer tout document nécessaire.

Vote	Pour : 10 dont 1 procuration	Contre : 0	Abstention : 0
-------------	---------------------------------	------------	----------------

Tous les membres présents ont signé au registre.

Fait et délibéré à Haselbourg, les jour, mois et an susdits.

Monsieur le Maire certifie que le compte-rendu de la séance a été affiché à la porte de la Mairie.

POUR EXTRAIT CONFORME
ÉMIS ET RENDU EXÉCUTOIRE, PAR TRANSMISSION À LA SOUS-
PRÉFECTURE, le 06 janvier 2026

À Haselbourg, le 18 décembre 2025
Le Maire, Didier CABAILLOT

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers élus : 10
Nombre de Conseillers en fonction : 10
Conseillers présents : 9
Date de convocation : 11/12/2025

Séance du 18 décembre 2025
Sous la présidence de Monsieur Didier CABAILLOT – Maire

Membres présents : Denis BOUR - Muriel GIES – Stéphane GIO – Didier GIRARD - Patricia MARCHAL - David HACKEL – Mélissa STROHM – Aurore RUFFENACH

Membre absent excusé : Marie-Jeanne BECKER qui donne procuration à Stéphane GIO

Secrétaire de séance : Muriel GIES

N° 2025D1812-03

Objet : Demande de création d'un poste d'adjoint technique

Le maire propose d'ouvrir un poste d'agent technique en temps complet (35 H) pour notre agent communal.

Compte tenu de la demande de stagiairisation de l'agent communal, il est nécessaire de créer un nouveau poste (contractuel ou stagiaire) et d'en déclarer la vacance.

M le maire expose le profil du poste envisagé :

- Grade : adjoint technique
- Temps de travail hebdomadaire moyen : 35 h
- Cycle de travail biennuel : 32h/38h

Les missions principales étant les suivantes :

- Maintenir en état de fonctionnement et de propreté les surfaces et abords de la collectivité,
- Entretien des espaces verts de la collectivité,
- Maintenir en état de fonctionnement et effectuer les travaux de petite manutention sur les bâtiments et la voirie,
- Assurer l'entretien courant des machines, des matériels et du local utilisés.

Une indispensable polyvalence de l'agent permettra en outre d'optimiser le fonctionnement des services de la commune.

Date d'effet 18 mars 2026.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, décide :

- de ratifier la demande de création d'un poste d'adjoint technique dans les conditions énoncées ci-avant,
- de déclarer la vacance de poste,
- de modifier, en temps utiles, le tableau des emplois,
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Vote	Pour : 10 dont 1 procuration	Contre : 0	Abstention : 0
-------------	---------------------------------	------------	----------------

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Tous les membres présents ont signé au registre.

Fait et délibéré à Haselbourg, les jour, mois et an susdits.

Monsieur le Maire certifie que le compte-rendu de la séance a été affiché à la porte de la Mairie.

POUR EXTRAIT CONFORME
ÉMIS ET RENDU EXÉCUTOIRE, PAR TRANSMISSION À LA SOUS-
PRÉFECTURE, le 06 janvier 2026

À Haselbourg, le 18 décembre 2025
Le Maire, Didier CABAILLOT

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers élus : 10
Nombre de Conseillers en fonction : 10
Conseillers présents : 9
Date de convocation : 11/12/2025

Séance du 18 décembre 2025
Sous la présidence de Monsieur Didier CABAILLOT – Maire

Membres présents : Denis BOUR - Muriel GIES – Stéphane GIO – Didier GIRARD - Patricia MARCHAL - David HACKEL – Mélissa STROHM – Aurore RUFFENACH

Membre absent excusé : Marie-Jeanne BECKER qui donne procuration à Stéphane GIO

Secrétaire de séance : Muriel GIES

N° 2025D1812-04

Objet : Mur soutènement HAY David

Le maire informe le conseil municipal de la demande de Monsieur HAY David concernant la destruction de son mur de soutènement et la création d'un nouveau mur.

Ce mur soutenant la parcelle au-dessus de la voie communale de l'impasse des Genets, considérant qu'il s'agit d'un accessoire de voirie, le maire a proposé à monsieur Hay que la commune règle une partie de la facture qui concerne la démolition à hauteur de 2750,00 €HT.

Le mur se situe à la parcelle 437 en section 10 d'une superficie de 12 ares 40.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, décide :

- D'approuver le projet de destruction et de reconstruction du mur de soutènement de monsieur HAY.
- dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2026 compte 2118,
- autorise le Maire à signer tout document nécessaire.

Vote	Pour : 10 dont 1 procuration	Contre : 0	Abstention : 0
-------------	---------------------------------	------------	----------------

Tous les membres présents ont signé au registre.

Fait et délibéré à Haselbourg, les jour, mois et an susdits.

Monsieur le Maire certifie que le compte-rendu de la séance a été affiché à la porte de la Mairie.

POUR EXTRAIT CONFORME
ÉMIS ET RENDU EXÉCUTOIRE, PAR TRANSMISSION À LA SOUS-PRÉFECTURE, le 06 janvier 2026

À Haselbourg, le 18 décembre 2025
Le Maire, Didier CABAILLOT

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers élus : 10
Nombre de Conseillers en fonction : 10
Conseillers présents : 9
Date de convocation : 11/12/2025

Séance du 18 décembre 2025
Sous la présidence de Monsieur Didier CABAILLOT – Maire

Membres présents : Denis BOUR - Muriel GIES – Stéphane GIO – Didier GIRARD - Patricia MARCHAL - David HACKEL – Mélissa STROHM – Aurore RUFFENACH

Membre absent excusé : Marie-Jeanne BECKER qui donne procuration à Stéphane GIO

Secrétaire de séance : Muriel GIES

N° 2025D1812-05

Objet : récompense jeunes diplômés de Haselbourg

Le maire informe le conseil municipal de l'obtention du diplôme national du brevet et du baccalauréat par plusieurs enfants du village.

Pour les félicités, le maire souhaite leur offrir une carte cadeau d'une valeur de 50 € lors d'une réception en leur honneur.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, décide :

- D'approuver la démarche du maire de féliciter ces jeunes diplômés
- dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2025 compte 623,
- autorise le Maire à signer tout document nécessaire.

Vote	Pour : 10 dont 1 procuration	Contre : 0	Abstention : 0
-------------	---------------------------------	------------	----------------

Tous les membres présents ont signé au registre.

Fait et délibéré à Haselbourg, les jour, mois et an susdits.

Monsieur le Maire certifie que le compte-rendu de la séance a été affiché à la porte de la Mairie.

POUR EXTRAIT CONFORME
ÉMIS ET RENDU EXÉCUTOIRE, PAR TRANSMISSION À LA SOUS-
PRÉFECTURE, le 06 janvier 2026

À Haselbourg, le 18 décembre 2025
Le Maire, Didier CABAILLOT

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers élus : 10
Nombre de Conseillers en fonction : 10
Conseillers présents : 9
Date de convocation : 11/12/2025

Séance du 18 décembre 2025
Sous la présidence de Monsieur Didier CABAILLOT – Maire

Membres présents : Denis BOUR - Muriel GIES – Stéphane GIO – Didier GIRARD - Patricia MARCHAL - David HACKEL – Mélissa STROHM – Aurore RUFFENACH

Membre absent excusé : Marie-Jeanne BECKER qui donne procuration à Stéphane GIO

Secrétaire de séance : Muriel GIES

N° 2025D1812-06

Objet : décision modificative

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57,

Vu la délibération N° 2025D3103-01 du conseil municipal en date du 31 mars 2025 approuvant le budget primitif,

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal que dans le cadre du traitement des indemnisations des élus et des charges mensuelles, il convient d'opérer une décision modificative dudit budget de la façon suivante :

- compte 65313 (chapitre 65) + 5 000 €
- compte 60621 (chapitre 11) - 5 000 €

Vote	Pour : 10 dont 1 procuration	Contre : 0	Abstention : 0
-------------	---------------------------------	------------	----------------

Tous les membres présents ont signé au registre.

Fait et délibéré à Haselbourg, les jour, mois et an susdits.

Monsieur le Maire certifie que le compte-rendu de la séance a été affiché à la porte de la Mairie.

POUR EXTRAIT CONFORME
ÉMIS ET RENDU EXÉCUTOIRE, PAR TRANSMISSION À LA SOUS-
PRÉFECTURE, le 18 décembre 2025

À Haselbourg, le 18 décembre 2025
Le Maire, Didier CABAILLOT